

Art. 3. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 4. Het Collegelid bevoegd voor Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit. Brussel, 6 februari 2003.

Door het College,
F.-X. de DONNEA
Collegelid belast met Ambtenarenzaken
E. TOMAS,
Voorzitter van het College

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 1400

[C — 2003/31127]

6 FEVRIER 2003. — Arrêté 2002/729 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française et l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions relatives aux formations donnant accès à un grade des rangs 25, 22 et 35

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 40, § 1^{er}, 79 et 79bis, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, spécialement les articles 9 et 25;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 portant des dispositions relatives aux formations donnant accès à un grade des rangs 25, 22 et 35;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 1 octobre 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 2 octobre 2002;

Vu l'accord sectoriel 1999-2002 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le protocole 2002/27 du 21 novembre 2002 du comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis n° 34.464/2 du Conseil d'Etat donné le 22 janvier 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Le dernier alinéa de l'article 9 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 3. A l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

au 2^e alinéa, les mots « moyennant la réussite d'une formation telle qu'elle est organisée par l'arrêté du Collège relatif à la formation » sont abrogés et la virgule devient un point;

Le 3^e et dernier alinéa est abrogé.

Art. 4. A l'annexe II du même arrêté, dans la colonne des conditions particulières relatives au rang hiérarchique 22, il convient de supprimer « et satisfaire aux conditions de formation » et de remplacer « (articles 10 et 25) » par « (article 10) » pour les assistants administratifs (R20), pour les assistants techniques (R20) et pour les assistants de maîtrise (R20).

Art. 5. A l'annexe II du même arrêté, dans la colonne des conditions particulières relatives au rang 30, il convient de supprimer « diplôme correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement » pour les adjoints de métier.

Art. 6. L'intitulé de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions relatives aux formations donnant accès à un grade des rangs 25, 22 et 35 est modifié comme suit : « Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions relatives aux formations donnant accès à un grade des rangs 25 et 35 ».

Art. 7. Le 2^e alinéa de l'article de 2 de l'arrêté précité est abrogé.

Art. 8. Le 2^e alinéa de l'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. La deuxième phrase du premier alinéa de l'article 4 du même arrêté est remplacé par la phrase suivante : « Pour les rangs 25, elle est entamée dans le 2^e semestre des années impaires et pour le rang 35, dans le 2^e semestre des années paires ».

Art. 10. Dans l'article 5 du même arrêté, la phrase « Pour la promotion à un grade de rang 22, la formation comporte : 1° un module d'initiation à l'informatique; 2° un module sur l'organisation du travail » est abrogée.

Art. 11. A la fin du troisième alinéa de l'article 6 du même arrêté, il convient d'ajouter les mots « par module ».

Art. 12. Le premier alinéa de l'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Une évaluation orale ou écrite de l'acquis est organisée à l'issue de chaque module de formation. Le fonctionnaire dont l'absence à un module a dépassé un jour ou deux demi-jours n'est pas convoqué à l'évaluation de l'acquis. De même, le fonctionnaire dont le responsable de la formation et de l'information ne reconnaît pas que l'absence d'un jour ou de deux demi-jours à un module est justifiée par un cas de force majeure n'est pas convoqué ».

En outre, un alinéa supplémentaire est inséré entre le premier et le deuxième alinéa, rédigé comme suit : « Le fonctionnaire qui n'a pas été convoqué ou qui ne s'est pas présenté à l'évaluation de l'acquis du premier module n'est pas invité à suivre la formation du deuxième module ».

Art. 13. Au troisième alinéa de l'article 8 du même arrêté, les termes « par le membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions » sont remplacés par « par le fonctionnaire dirigeant ».

Art. 14. A l'article 11 du même arrêté, les termes « module de formation » sont remplacés par « évaluation de l'acquis ».

Art. 15. Les deux premiers alinéas de l'article 12 du même arrêté sont abrogés.

Art. 16. Au troisième alinéa de l'article 12 précité, les termes « règlement de l'évaluation de l'acquis » sont remplacés par « le présent arrêté, tel que modifié ».

Art. 17. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Le fonctionnaire qui a suivi la formation bénéficie d'une dispense de service d'un demi jour pour la préparation de chaque évaluation de l'acquis.

Il bénéficie également, pour la passation de l'évaluation de l'acquis, d'une dispense de service d'un demi jour ou d'un jour selon que la durée annoncée de l'épreuve est inférieure ou non à 3 heures ».

Art. 18. Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 février 2003.

Par le Collège :

F.-X. de DONNEA,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique.

E. TOMAS

Président du Collège

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 1400

[2003/31127]

6 FEBRUARI 2003. — **Besluit nr. 2002/729 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de bepalingen inzake de opleidingen die toegang verlenen naar een graad in de rangen 25, 22 en 35**

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, met name de artikelen 40, § 1, 79 en 79bis, ingevoegd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, met name artikel 4;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, met name artikel 4;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, in het bijzonder de artikelen 9 en 25;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de bepalingen inzake de opleidingen die toegang verlenen naar een graad in de rangen 25, 22 en 35;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 oktober 2002;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de begroting;

Gelet op het sectoraal akkoord 1999-2002 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;
Gelet op het protocol 2002/27 van 21 november 2002 van het comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies nr. 34.464/2 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2003, overeenkomstig artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. Het laatste lid van artikel 9 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven.

Art. 3. Aan artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in lid 2 worden de woorden « mits ze geslaagd zijn in een opleiding zoals georganiseerd bij besluit van het College betreffende de opleiding » opgeheven en de komma wordt een punt;

2) Het derde en laatste lid wordt opgeheven.

Art. 4. In bijlage II van hetzelfde besluit worden in de kolom van de bijzondere voorwaarden betreffende de hiërarchische rang 22 de woorden « en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden » geschrapt en de woorden « (artikel 10 en 25) » vervangen door « (artikel 10) » voor de bestuursassistenten (R20), voor de technische assistenten (R20) en voor de beheersassistenten (R20).

Art. 5. In bijlage II van hetzelfde besluit worden in de kolom van de bijzondere voorwaarden betreffende rang 30 de woorden « diploma dat overeenstemt met de kwalificatie die wordt bepaald bij de aanwerving » geschrapt voor de adjunkt-vakmannen.

Art. 6. De titel van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de bepalingen inzake de opleidingen die toegang verlenen tot een graad in de rangen 25, 22 en 35 wordt als volgt gewijzigd : « Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de bepalingen inzake de opleidingen die toegang verlenen tot een graad in de rangen 25 en 35 ».

Art. 7. Lid 2 van artikel 2 van het besluit wordt opgeheven.

Art. 8. Lid 2 van artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. De tweede zin van lid 1 van artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende zin : « Voor rang 25 start de opleiding in het 2^e semester van de onpare jaren en voor rang 35 in het 2^e semester van de pare jaren ».

Art. 10. In artikel 5 van hetzelfde besluit, wordt de zin « Voor de bevordering naar rang 22 bestaat de opleiding uit : 1° een opleiding tot de informatica; 2° een pakket over arbeidsorganisatie » opgeheven.

Art. 11. Op het einde van lid 3 van artikel 6 van hetzelfde besluit, moeten de woorden « per module » worden toegevoegd.

Art. 12. Lid 1 van artikel 7 van hetzelfde besluit, wordt als volgt vervangen : « Na elke opleidingsmodule vindt een mondelinge of schriftelijke evaluatie van de verworven kennis plaats. De ambtenaar die voor een module meer dan een dag of twee halve dagen afwezig was, wordt niet opgeroepen voor de evaluatie. Zo ook wordt de ambtenaar, wiens verantwoordelijke voor de dienst opleiding en informatie niet erkent dat de afwezigheid van een dag of twee halve dagen voor een module gerechtvaardigd is door een geval van overmacht, niet opgeroepen ».

Voorts wordt tussen het eerste en het tweede lid een bijkomend lid ingevoegd, dat luidt als volgt : « De ambtenaar die niet werd opgeroepen of die zich niet heeft aangemeld voor de evaluatie van de eerste module, wordt niet uitgenodigd voor de opleiding van de tweede module ».

Art. 13. In lid 3 van artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden « door het lid van het College bevoegd voor Ambtenarenzaken » vervangen door « door de leidende ambtenaar ».

Art. 14. In artikel 11 van hetzelfde besluit, worden de woorden « opleidingsmodule » vervangen door « evaluatie van de verworven kennis ».

Art. 15. Lid 1 en 2 van artikel 12 van hetzelfde besluit, worden opgeheven.

Art. 16. In lid 3 van voornoemd artikel 12, worden de woorden « evaluatiereglement » vervangen door « onderhavig besluit, zoals gewijzigd, ».

Art. 17. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling : « De ambtenaar die een opleiding heeft gevolgd krijgt een halve dag vrij voor de voorbereiding van elke evaluatie.

Hij krijgt ook een halve dag of een dag vrij, naargelang de aangekondigde duur van de proef al dan niet minder dan 3 uur bedraagt, om de evaluatie af te leggen ».

Art. 18. Het Collegelid bevoegd voor Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.
Brussel, op 6 februari 2003.

Door het College :

F.-X. de DONNEA,

Collegelid belast met Ambtenarenzaken

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

A. HUTCHINSON

Collegelid belast met de Begroting.